

La véritable histoire des guerres sans fin | Prof. D. Gibbs et Col. L. Wilkerson

Le colonel Lawrence Wilkerson rejoint le professeur David Gibbs et Pascal Lottaz pour examiner les grandes décisions américaines prises après la guerre froide. S'appuyant sur son travail avec Colin Powell, Wilkerson revient sur la guerre du Golfe, la diplomatie de George H. W. Bush et les propositions visant à intégrer la Russie dans la sécurité européenne. Gibbs s'interroge sur les motivations derrière l'expansion de l'OTAN et l'intervention en Yougoslavie. Leur discussion explore des interprétations divergentes, l'essor de la stratégie néoconservatrice, les rivalités institutionnelles et l'influence de l'industrie militaire sur l'orientation de la politique étrangère des États-Unis. Liens de David et Lawrence : David Gibbs — University of Arizona : <https://dgibbs.arizona.edu> Lawrence Wilkerson — Quincy Institute : <https://quincyinst.org/author/lawrence-wilkerson> Liens de Neutrality Studies : Neutrality Studies Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Une histoire orale de la puissance américaine 02:14 La guerre du Golfe et la rencontre d'April Glaspie 05:53 Powell, les sanctions et la décision d'entrer en guerre 12:58 Les motivations de Bush et les Nations unies 18:48 La Russie, l'OTAN et un partenariat de sécurité perdu 36:51 Wolfowitz et la stratégie de domination mondiale 51:11 La Yougoslavie et les efforts européens pour la paix 01:04:44 L'expansion de l'OTAN et l'industrie de l'armement

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, voici la deuxième partie d'une série de témoignages oraux intitulée : « Ce qui s'est vraiment passé dans les Balkans ». Je reçois le professeur David Gibbs, de l'université d'Arizona, et le colonel Lawrence Wilkerson, ancien chef de cabinet du secrétaire d'État américain Colin Powell. Larry, David, bienvenue. Merci de nous recevoir, merci pour cette invitation. Eh bien, merci à vous d'être là. David, je vais vous laisser la parole, parce que vous avez préparé quelques questions qui, je pense, restent sans réponse pour les historiens. Je vous en prie.

#David Gibbs

Eh bien, merci encore, Pascal. Colonel Wilkerson, je ne vous ai jamais rencontré, ni virtuellement ni en personne. Mais j'ai écouté vos podcasts à de nombreuses reprises, et j'apprécie beaucoup vos commentaires sur les questions contemporaines. Mais, en tant qu'historien, j'aimerais aborder votre rôle dans certains événements historiques majeurs, notamment la fin de la guerre froide. Entre mille neuf cent quatre-vingt-neuf et mille neuf cent quatre-vingt-treize, vous étiez un proche collaborateur de haut rang — je crois votre chef de cabinet, si je ne me trompe pas — de Colin Powell, qui

présidait alors le Comité des chefs d'état-major interarmées des États-Unis, autrement dit le plus haut responsable militaire américain à cette époque. Vous aviez donc une perspective assez unique sur ce qui se passait.

Et je pense que j'aimerais... enfin, il y a plusieurs aspects que j'aimerais explorer à ce sujet. Mais je voudrais commencer par la première guerre du Golfe, l'implication des États-Unis dans les opérations Bouclier du désert et Tempête du désert, en mille neuf cent quatre-vingt-dix et mille neuf cent quatre-vingt-onze. C'était, bien sûr, le plus important déploiement de forces militaires régulières américaines depuis, au moins, la guerre du Vietnam. Et ce fut manifestement un événement majeur dans la définition de l'ère de l'après-guerre froide. Or, un aspect important de cette guerre, c'est que dix jours avant que Saddam Hussein n'envahisse et n'occupe le Koweït, une rencontre très étrange, qui n'a jamais été expliquée de manière satisfaisante, a eu lieu entre l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie, et Saddam Hussein.

Saddam Hussein avait de nouveau convoqué l'ambassadrice Glaspie dans son bureau, juste avant d'attaquer le Koweït. Et nous avons maintenant la transcription de cette rencontre, ou du moins une partie. En substance, il a dit à l'ambassadrice Glaspie : « J'envisage d'attaquer le Koweït. Que pense les États-Unis de cette idée ? » Et gardez à l'esprit qu'à l'époque, les États-Unis entretenaient avec l'Irak des relations relativement pragmatiques. L'Irak n'était pas encore considéré comme un ennemi déclaré. April Glaspie a répondu — je paraphrase d'assez près — : « Nous n'avons pas d'opinion sur ces conflits interarabes. » Moi, en tant qu'historien, j'y verrais, sinon un feu vert, au moins un feu orange. J'y verrais Saddam Hussein demander, en réalité, une autorisation.

Et ce serait au moins dire, au nom du gouvernement américain, que Saddam Hussein avait l'autorisation des États-Unis d'aller de l'avant avec cette opération. Je sais que cela a été discuté à de nombreuses reprises et qu'il y a eu beaucoup de tentatives pour expliquer cet événement. Mais, personnellement, je ne trouve aucune de ces explications vraiment satisfaisante. Je me demande comment vous voyez cet événement. Permettez-moi d'être très franc. Je vais formuler les choses ainsi. Je me demande — et encore une fois, c'est une interrogation, pas une affirmation — s'il y a eu, de la part des États-Unis, une tentative de pousser Saddam Hussein à la guerre, à une invasion, afin de donner aux États-Unis un prétexte pour s'engager dans une guerre qu'ils voulaient mener de toute façon, comme démonstration de la puissance américaine après la fin de la guerre froide. Qu'en pensez-vous ? Oui.

#Lawrence Wilkerson

Il y a beaucoup de choses à démêler. Oui. Permettez-moi de dire, d'abord, que mon poste auprès de Powell n'était pas celui de chef de cabinet. J'aurais été très, très occupé à faire de l'administratif, comme on disait à l'époque. Moi, j'étais un lieutenant-colonel tout juste promu, qui sortait tout juste du Naval War College. J'y avais terminé le cursus supérieur, ainsi que le cursus junior. À l'époque, c'était la meilleure école de guerre de tout le système américain, bien meilleure que la National War College, et de loin meilleure que celles des différentes armées. J'étais donc préparé à être son

conseiller stratégique. C'est ce que j'avais étudié. C'est ce qui était devenu ma raison d'être dans l'armée.

Il m'a aussi pris comme rédacteur de ses discours, ce qui m'a vraiment permis de mieux comprendre sa façon de penser. Pratiquement tous les week-ends, je passais le samedi et le dimanche dans ses quartiers, à Fort Myer, à discuter avec lui de toutes sortes de sujets. Alors, laissez-moi vous raconter comment ça s'est passé, de mon point de vue. Un jour, nous étions assis dans son bureau, et nous avons reçu une alerte de la C.I.A. signalant que quelque chose d'anormal se produisait à la frontière. Nous n'avions aucune information du département d'État au sujet d'une rencontre entre April Glaspie et Saddam Hussein. Powell en avait peut-être, mais il ne m'en a pas fait part. S'il en avait eu, cela aurait probablement été, comme vous l'avez suggéré, une rencontre fortuite, sans grande importance.

Il n'y a eu aucun avertissement de la CIA, ni de qui que ce soit d'autre, d'ailleurs, indiquant qu'un regroupement de troupes commençait en vue d'une opération militaire, d'un exercice ou autre chose. Quand l'information est venue du président, elle est arrivée de façon très modérée au président des chefs d'état-major interarmées. Vous vous souvenez de Goldwater-Nichols ? Vous pouvez parler au président des chefs d'état-major. Vous n'êtes pas obligé de passer par le secrétaire. Et lui peut vous parler, sans devoir passer par le secrétaire. Bien sûr, tout le monde sait qu'on fait un compte rendu a posteriori, ou simultanément, ou peu importe, parce qu'on ne veut pas avoir d'ennuis. Mais c'était une journée très calme. Il ne se passait pas grand-chose. Et puis, tout à coup, l'invasion a eu lieu.

Quant à savoir si cela a vraiment surpris le président et le secrétaire à la Défense... Le secrétaire à la Défense ne partageait pas toujours les informations avec le général Powell. Richard Cheney, bien sûr, seul lui le sait. Moi, je ne sais certainement pas. Je ne suis même pas sûr que Powell le savait. Mais ensuite, Brent Scowcroft, le conseiller à la sécurité nationale, nous a informés de cette action. On nous a dit que les sanctions seraient le principal moyen utilisé par le président pour punir Saddam Hussein, ou pour le contenir d'une manière ou d'une autre. Powell a alors pris son téléphone et appelé le très puissant président de la commission des forces armées du Sénat, Sam Nunn, de Géorgie, qui envisageait lui-même de se présenter à la présidence.

Powell le savait et lui a dit, en substance : « Sénateur, je préfère vous prévenir. » Permettez-moi de revenir un instant en arrière et d'ajouter une précision. Powell tenait très, très fermement à remplir ses deux responsabilités. Cela déconcertait souvent certains généraux quatre étoiles. Pourtant, ils avaient tous cette responsabilité, en particulier le président du Comité des chefs d'état-major interarmées et les chefs des différentes armées. Ils ont deux autorités de tutelle. La Constitution dit qu'ils ont deux patrons : le président des États-Unis et le Congrès. Il tenait donc le Congrès informé de ce qui se passait. Je ne suis pas certain qu'il ait dit à Dick Cheney qu'il allait le faire, mais c'est ce qu'il a fait.

#Lawrence Wilkerson

Alors, Sam Nunn commence au Congrès à chercher des soutiens pour des sanctions. Et il est complètement pris au dépourvu par ce qui arrive ensuite, tout comme Powell. Nous étions dans son bureau, en train de parler d'un tout autre sujet. Et nous laissions toujours CNN allumée, là-haut, dans un coin de son bureau. Il m'a dit : « Montez le son. » Et le président disait : « Cette invasion ne restera pas impunie. » Powell m'a regardé et m'a dit : « Je crois que je viens de recevoir un ordre différent. » Il a décroché le téléphone et appelé Brent Scowcroft. Et, effectivement, j'ai eu l'impression que le président avait eu une longue discussion avec Brent, et que Brent l'avait convaincu qu'il fallait faire autre chose que de simples sanctions.

Il fallait employer la force. Donc, nous allions entrer en guerre. C'est ce que Powell m'a dit. Il m'a dit : « Je pense que nous allons entrer en guerre. » Il n'a pas eu le temps de prendre le téléphone pour appeler Nunn. Il devait se préparer à ce qu'il allait faire, c'est ce qu'il m'a dit. Je ne savais pas exactement ce qu'il avait dit à Sam, mais j'ai supposé que cela reposait sur l'interprétation précédente de la décision du président. Par la suite, juste en note de bas de page, Nunn a ruiné toute sa carrière à cause de ça. Avec son soutien immédiat aux sanctions, Nunn a été perçu comme étant contre le conflit, parce qu'il ne pouvait pas ensuite abandonner les sanctions et dire : « D'accord, maintenant je suis pour la guerre. »

Il continuait donc à pousser pour des sanctions, contre la volonté de la Maison-Blanche. C'était un démocrate, mais un démocrate puissant, malgré tout. Alors Sam s'est vraiment battu contre ça, et il était très en colère par la suite. Il en voulait à Powell, parce qu'il pensait que Powell l'avait piégé. Et quand Powell se présente à sa deuxième audition de confirmation, pour son second mandat de deux ans à la présidence, l'audition est très tendue. Bon, ça, c'est une autre histoire, mais c'est très tendu. Powell a failli démissionner sur-le-champ et quitter la salle. Mais tout ça pour dire qu'il a été pris par surprise. Nunn, lui aussi, a clairement été pris par surprise. Et le bâtiment, le Pentagone, qui regardait aussi la télévision, a été pris par surprise.

Nous allions faire la guerre, et nous le savions. Alors, à ce moment-là, nous avons commencé à planifier la guerre. Voilà comment ça s'est passé. Et je ne peux pas vous dire qui a fait changer d'avis Bush père, si ce n'est que tout indiquait fortement que c'était Scowcroft. Comme je connaissais un peu Brent et sa manière de penser, je soupçonne que c'est lui qui a eu l'influence majeure dans cette décision. Il y a peut-être eu aussi une influence de Cheney, mais je pense que c'était probablement surtout Brent. C'est ainsi que nous nous sommes engagés sur la voie du conflit plutôt que des sanctions. Un début vraiment bizarre. Je n'oublierai jamais : j'étais dans le bureau et j'ai dit : « Montez le son. Cette agression ne restera pas impunie », a-t-il dit. « C'est mon ordre de marche, désormais. »

#David Gibbs

Permettez-moi de vous proposer une interprétation de ce que vous venez de dire, et vous pourrez la commenter. Une façon de voir les choses, c'est qu'au départ, l'administration Bush, à commencer

par le président lui-même, ne considérait pas cette invasion et cette occupation du Koweït comme quelque chose de très grave. À tel point qu'elle n'a pas immédiatement envisagé une action militaire, mais plutôt des sanctions. Une réponse plus modérée, pourrait-on dire. Mais ensuite, de toute évidence, quelqu'un a fait changer Bush d'avis, que ce soit Scowcroft ou Cheney. Il est clair que son avis a changé, et nous sommes entrés en guerre. Nous le savons, évidemment. La question est : pourquoi ce changement ? Et voici une théorie à vous soumettre.

L'idée, c'est que, là encore, au départ, ce n'était pas considéré comme quelque chose d'aussi important. Mais, à ce moment-là de l'Histoire, il fallait une grande démonstration de force militaire. Il fallait montrer que, malgré la fin de la guerre froide, les États-Unis resteraient une grande puissance. Leur position stratégique sur la scène internationale n'allait pas fondamentalement changer. Et une guerre dans le golfe Persique, facile à justifier en raison de cet acte d'agression, ensuite condamné comme tel par les Nations unies, représentait l'occasion parfaite. Ils ne voulaient pas laisser passer cette occasion de montrer leur puissance de cette manière. Donc, disons-le ainsi, cela avait avant tout une fonction de démonstration. Qu'en pensez-vous ? Oui.

#Lawrence Wilkerson

Je ne suis pas en désaccord avec vous, sauf que j'y mets une connotation différente, parce que nous avons eu des conversations par la suite avec H. W. Bush. Et il était fervent. Je dois avancer un peu dans le temps, jusqu'au moment où nous avons invité H. W. Bush au Collège de guerre des Marines, après la fin de son mandat. Nous l'avons installé dans la salle à manger du général Van Riper, parce qu'une tempête de verglas avait coupé toute l'électricité. Et le général était le seul à avoir de gros générateurs diesel pour maintenir le courant. Bush était avec des béquilles, vous savez, il avait eu un accident de ski. Donc, c'était compliqué, pour les services secrets comme pour le président, d'entrer dans les lieux sans retomber sur la glace.

Nous l'avons eu avec nous pendant environ quatre heures, dans les quartiers du général. Il y avait tout mon séminaire du Collège de guerre du Corps des Marines, et puis tous les autres qui voulaient se joindre à nous, parce que le président était là. Il a parlé de tout ça. Et, pour moi, ça a confirmé ce que je soupçonnais depuis le début, à partir de bribes de conversations que j'avais entendues. Il tenait beaucoup à obtenir l'aval des Nations unies et à prouver au monde que les Nations unies pouvaient fonctionner, si on les utilisait correctement. C'est aussi pour cette raison qu'il a rassemblé environ six cent vingt-cinq mille soldats, venus de toutes sortes de pays. Nous avons travaillé là-dessus, et ainsi de suite.

Mais je le pensais, et il l'a souligné auprès de mes Marines, de mes aviateurs, de mes marins, et des autres qui participaient au séminaire du Collège de guerre des Marines, au cours de cette très longue conversation détaillée, suivie d'une séance de questions-réponses qu'il a animée avec eux. Enfin, nous étions bloqués par la neige. Pris dans la glace et la neige, dans les quartiers du général. Donc, je pense qu'il y avait cela. Peut-être aussi ce que vous avez dit. C'est un peu plus de la realpolitik, si vous voulez. Eh bien, il semblait vraiment avoir ce désir presque religieux de prouver que les Nations

unies pouvaient fonctionner, si on les utilisait correctement. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il tenait tant à obtenir une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est un peu comme, vous vous souvenez, ce que le juge Jackson disait à propos de Truman et de la présidence : quand le président agit contre la volonté du Congrès, il peut réussir sur le moment.

Mais sur le long terme, il est bien plus puissant, et son pouvoir est davantage consolidé, s'il agit avec l'accord du Congrès. Et c'est un peu ainsi que Bush semblait voir les Nations unies. En outre, il ne pensait pas qu'elles aient jamais été à la hauteur de leur potentiel. Et c'était l'occasion de leur permettre de l'être. Je pense qu'il y a un aspect que les gens ne comprennent pas. Au fil des fois où j'ai côtoyé George Bush père, j'ai compris très clairement qu'il avait une affection pour le droit international, presque à la manière d'Eisenhower, et qu'il le respectait. Ce n'était peut-être pas sa raison principale, mais je pense que l'une des choses qu'il voulait faire était de prouver que l'Organisation des Nations unies pouvait fonctionner, de rétablir le droit international et d'en réaffirmer l'importance.

Bien sûr, nous savons tous que le droit international, comme le disait Mao Zedong, sort du canon d'un fusil. Et les États-Unis avaient le plus gros fusil. Donc, vous savez, nous pouvons le faire, parce que nous allons faire en sorte que ça marche. Mais cela faisait partie de l'ensemble, tout comme cela faisait partie de son point de vue sur la Russie, sur Gorbatchev et sur Chevardnadze. En substance, il a joué un rôle déterminant, tout comme Baker, aux côtés d'Helmut Kohl, de Chevardnadze et de Gorbatchev, pour convaincre toutes les parties intéressées — Mitterrand aussi, Major et Thatcher aussi — qu'on pouvait réunifier l'Allemagne tout en la maintenant dans l'OTAN. Helmut Kohl, vous pouviez assumer l'équivalent de quatre-vingts milliards de dollars américains que devait coûter la réunification des Allemands. En réalité, cela a coûté deux fois plus.

C'est surtout cela qui inquiétait Kohl : combien ça coûterait. Et la promesse, formulée à l'époque, selon laquelle, si tout cela se produisait, l'OTAN ne s'étendrait pas d'un pouce plus à l'est, c'était bien une promesse. Et pour Bush, un accord entre gentlemen, conclu entre dirigeants, avait autant de valeur contraignante qu'un traité. Ce n'est plus vrai aujourd'hui, c'est certain. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas ratifié de traité depuis Dieu sait combien d'années. Nous n'aurions même pas soumis au vote le traité sur le droit de la mer. Nous n'aurions pas soumis le TICE, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, parce que nous savions que le Sénat n'obtiendrait pas la majorité des deux tiers. Cela fait si longtemps que nous n'avons pas conclu de traité que je ne suis même pas sûr que nous sachions encore comment faire. Mais Bush était de la vieille école. Il croyait aux traités, et il croyait à la parole donnée entre gentlemen.

#David Gibbs

Vous savez, il y a une autre interprétation possible. Je voudrais revenir vers vous dans un instant. Mais concernant les promesses faites de ne pas élargir l'OTAN, est-il possible qu'une interprétation plus cynique soit justifiée ? Que Bush ait essentiellement cherché à témoigner publiquement d'un grand respect à Gorbatchev, en essayant d'être aussi délicat que possible dans la gestion de la mort

de l'Union soviétique. À ne pas en faire trop, à ne pas déstabiliser la situation. Mais qu'en réalité, derrière cela, il y ait eu une tentative, au fond, d'endormir la vigilance des Soviétiques, d'endormir celle de Gorbatchev. Puis, une fois l'objectif atteint, d'entamer le processus d'élargissement de l'OTAN. Ou bien pensez-vous, croyez-vous, que cette interprétation est excessivement cynique ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que oui. Et je vais vous dire ceci : Bush n'était pas partisan d'un élargissement de l'OTAN. Il ne s'y est intéressé que durant sa dernière année. Et il s'y est intéressé, je crois qu'on peut le dire, parce que nous, au Pentagone, et Powell en particulier, en parlions : une nouvelle identité européenne de sécurité. Nous allions créer une brigade de trois mille personnes, qui serait exclusivement destinée à l'usage de l'OTAN. Elle ne ferait appel à aucun des moyens de l'Alliance. Elle ne ferait pas partie de l'Alliance. Elle pourrait agir indépendamment de l'Alliance. Cela allait de pair avec le concept que nous développions, appelé — vous vous en souvenez probablement — l'identité européenne de sécurité. Mais ce concept a vu le jour au Pentagone. Il n'est pas né à la Maison-Blanche, ni au département d'État.

Et cela faisait partie intégrante du plan visant à faire entrer l'OTAN... ou plutôt, à faire entrer la Russie dans l'OTAN, dans les instances politiques, puis, à terme, dans le volet militaire de l'Alliance, comme partenaire à part entière. Et ça, c'était... fin mille neuf cent quatre-vingt-onze, début mille neuf cent quatre-vingt-douze, avant que j'entre dans le bureau de Powell pour lui dire : « Il vaudrait mieux commencer à s'inquiéter. Ce plouc de l'Arkansas semble avoir le soutien d'Israël, et il pourrait bien gagner. » Powell m'a répondu : « Oh, vous êtes fou, Wilkerson. » Je lui ai même écrit une note. Je l'ai classifiée. Je lui ai écrit une note disant : « Ce plouc, ce plouc qui a esquivé le service militaire et qui court après les groupies et les femmes, parce que j'avais étudié le type de l'Arkansas, pourrait bien battre notre président. » Et il ne voulait pas entendre ça. Il ne voulait pas. Mais quand le mois d'août est arrivé, si. Il voulait que je ressorte ma note. Mais...

Beaucoup de choses se passaient dans ce nouveau Pentagone puissant. C'était notamment grâce à l'amiral Crowe. Je le connaissais, j'avais travaillé pour lui dans le Pacifique. C'était un grand homme, docteur de Princeton. Mais il n'a pas appliqué la loi Goldwater-Nichols autant qu'il avait le pouvoir de le faire. Et je pense que c'était parce qu'il était marin. Je veux dire, au bout du compte, docteur de Princeton ou pas, il était marin. Et les marins ne remuent pas l'eau. Puis Powell est arrivé, et il a immédiatement mis en œuvre Goldwater-Nichols. En moins d'un an, nous avons, à mon avis, le meilleur état-major général au monde. Nous avons, sur ordre, les dix pour cent des meilleurs officiers de chaque armée. Cet état-major était donc un véritable tourbillon d'activité. À certains égards, je pensais à l'état-major général allemand. Mon Dieu, ça va nous attirer des ennuis.

Le Congrès n'aurait probablement jamais dû nous autoriser à faire ça. Mais l'équipe était tout simplement excellente. L'une des premières choses que nous avons dû faire pour Bill Clinton, par exemple, ça a été de le sortir d'un sacré pétrin avec « Ne rien demander, ne rien dire ». Enfin, c'est nous qui avons créé « Ne rien demander, ne rien dire », mais c'était après que Clinton a appelé

Powell et lui a dit : « Sors-moi de là. » Parce que Nunn avait dit à Clinton : « Il faudra me passer sur le corps pour que tu fasses ça. » Et Sam était un peu en colère à ce sujet. Bref, tout ça pour dire qu'ils avaient beaucoup d'imagination. En général, ce qui manque le plus dans un état-major militaire, c'est l'imagination. Eux, ils en avaient beaucoup, et ils proposaient toutes sortes d'idées. Et nous avions des historiens qui nous disaient : vous savez, la Russie essaie depuis Catherine de faire partie de l'Europe, et elle s'est toujours fait repousser.

#David Gibbs

Sur quels historiens vous êtes-vous appuyé ? Je suis simplement curieux.

#Lawrence Wilkerson

Il y avait, au sein de l'équipe, des hommes diplômés en histoire. Nous avions aussi le général de brigade Armstrong, à l'état-major interarmées, l'historien de l'état-major interarmées. Lui aussi était très compétent sur ces questions. Mais nous examinions cela. D'accord, c'est bien. Ça va marcher. Nous allons faire entrer la Russie dans l'Alliance, lentement mais sûrement. À terme, elle en deviendra membre à part entière, sur les plans politique et militaire, avec des troupes fournies. Et la carte de Rand McNally sera correcte. De l'Oural vers l'ouest, au moins, ce sera l'Europe. Et tout s'est effondré. Tout s'est effondré immédiatement lorsque William Jefferson Clinton a pris ses fonctions.

#David Gibbs

Pardon, vous voulez dire quelque chose ?

#Pascal

Puis-je intervenir, peut-être avec une théorie ou une observation ? Si je vous comprends bien, Larry, vous dites que les intentions, au début des années quatre-vingt-dix, étaient assez sincères, du moins dans le cercle que vous pouviez vous-même observer. Serait-il alors juste de dire que, au cours des années quatre-vingt-dix, il y a surtout eu un changement de personnel, avec des gens qui avaient des idées différentes ? Je veux dire, le président a été remplacé par quelqu'un qui n'avait pas toutes ces convictions profondément ancrées en faveur du droit international. Ensuite, on a vu arriver des personnes qui ont abandonné l'idée d'intégrer la Russie et qui, au contraire, ont commencé à utiliser la force américaine de manière bien plus unilatérale, plutôt que d'essayer de passer par les Nations unies. Et cela a évidemment culminé en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, quand l'OTAN est intervenue en Serbie sans résolution de l'ONU. Est-ce une interprétation que vous pourriez approuver ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que oui, mais je dois nuancer un peu. Quand Jim Baker est devenu le directeur de campagne de Bush, au lieu de secrétaire d'État, et que les conséquences de l'élection ont commencé à paraître de plus en plus inquiétantes pour les républicains, Bush s'est aigri. Et donc, à la fin, je ne pense pas qu'il voyait les choses de manière aussi honorable. Je pense qu'il était assez frustré. Et des gens m'ont dit — je ne le sais pas de source certaine — mais des gens m'ont dit qu'il avait commencé à passer un peu cette frustration sur d'autres dirigeants, avec lesquels Bush avait pourtant fait preuve d'une diplomatie incroyable. Enfin, il l'a toujours été. En tant que vice-président de Ronald Reagan, il a arrangé bien plus de situations merdiques que vous ne pouvez l'imaginer. C'était vraiment l'homme du téléphone par excellence.

Il restait au téléphone avec Mitterrand pendant deux heures, ou avec Kohl pendant deux heures, ou avec Gorbatchev. Il leur parlait sans arrêt. Il aimait ce genre de diplomatie. Et, en général, il avait quelqu'un avec lui, peut-être le chef d'état-major, le secrétaire à la Défense ou le secrétaire d'État. Très souvent, le secrétaire d'État. Pendant qu'ils parlaient, ils échangeaient des signes de tête, et ainsi de suite. Il pouvait aussi mettre le téléphone en haut-parleur, pour que les autres entendent. Il était vraiment bon à ça. Et je me souviens très clairement de quelque chose que Powell m'a dit, après que je l'ai rejoint à Fort McPherson, à Atlanta, en avril mille neuf cent quatre-vingt-neuf. Nous étions assis à discuter de son principal sujet de préoccupation. Bob Gates venait juste de l'appeler et de lui passer un savon.

Enfin, il l'a vraiment passé à la moulinette. « Vous ne pouvez pas dire des choses pareilles. Vous êtes un général quatre étoiles. Vous n'êtes pas un homme politique. Vous ne pouvez pas dire que l'Union soviétique est morte. Vous ne pouvez pas dire : "Que fait un prédicateur quand le diable meurt ?" » C'était l'une de ses expressions favorites à l'époque. « Vous ne pouvez pas faire ça. » Et Powell lui a dit d'aller se faire voir. Enfin, voilà ce qu'il m'a dit, à moi, à ce moment-là. J'étais un lieutenant-colonel tout juste promu, je n'allais pas encore trop en dire à ce général quatre étoiles. Il m'a dit : « Vous savez, Larry, qu'est-ce qui va arriver à l'Europe quand tous les gens comme Mitterrand, Kohl, Maggie Thatcher, John Major, et tous ces gens qui ont connu la guerre auront disparu ? Elle va s'effondrer. Elle va complètement s'effondrer. »

Et soit nous allons retomber dans les années mille neuf cent trente, soit nous allons avoir une Europe complètement différente. Et je ne pense pas que cette Europe va me plaire. Et moi, je suis là, à l'écouter. Est-ce que je suis censé mettre ça dans vos discours ? Non, non, non. Mais nous allons continuer à utiliser cette formule. Et il l'a fait, encore et encore : « Que fait un prédicateur quand le diable meurt ? » Il avait été au palais Sainte-Catherine avec Gorbatchev, quand Gorbatchev s'était approché tout près de lui, lui avait posé un doigt sur la poitrine et lui avait dit en anglais : « Je sais qui vous êtes. Sous ce costume, je sais qui vous êtes. Qu'allez-vous faire maintenant que votre ennemi est mort ? » Alors Powell a emporté ce message avec lui. Et c'est vraiment la raison pour laquelle.

#David Gibbs

Cette conversation a eu lieu en quelle année, colonel ?

#Lawrence Wilkerson

C'était quand il était conseiller à la sécurité nationale de Reagan. En quatre-vingt-huit, peut-être ?

#David Gibbs

Quatre-vingt-huit, peut-être ? Oui, quelque chose comme ça. Quatre-vingt-huit ou quatre-vingt-neuf.

#Lawrence Wilkerson

À l'époque du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. En tout cas, c'était un groupe de personnes exceptionnel. Le plus accompli qui soit. Vous savez, j'ai enseigné cela. J'ai étudié, de mille neuf cent quarante-cinq à aujourd'hui, le Conseil de sécurité nationale dans le cadre du processus décisionnel officiel créé en mille neuf cent quarante-sept. J'ai étudié chaque présidence, chaque groupe qui a pris les décisions en matière de sécurité nationale. C'était le meilleur de toute cette période, sur presque un demi-siècle. Ils se connaissaient tout simplement. Ils étaient collégiaux. Ils étaient compétents. Ils savaient travailler ensemble. Même Dick Cheney. Je veux dire, j'ai été surpris quand j'ai rencontré Dick Cheney, alors qu'il était vice-président. C'était quelqu'un de différent. Sa paranoïa s'était aggravée, elle était devenue bien plus profonde. Et il voulait tellement, tellement devenir président qu'il y est arrivé. Il y est arrivé par un chemin très détourné. Mais il y est quand même arrivé. Quand il a quitté le secrétariat, il n'a même pas dit au revoir à Powell.

Il est simplement parti. Powell est monté à la réunion habituelle de neuf heures, et Nancy Hughes lui a dit : « Patron, il n'est pas là. » Il n'y avait plus de secrétaire à la Défense auprès de qui se rendre. Il était simplement parti. Et vous savez ce qu'il est parti faire ? Il a convaincu Jim Baker de parcourir les États-Unis avec lui pendant environ un mois et demi, pour voir s'il pouvait devenir président. Et Jim Baker, à la fin de cette période, lui a dit qu'il n'avait aucune chance de lever des fonds. Aucune chance d'être élu. « Va faire autre chose. » Alors, il a décidé d'aller chez Halliburton. Mais il n'a pas renoncé à son désir de devenir président. Et, avec le temps, il a réussi à y parvenir. Pendant quatre ans, il a été le président en charge des affaires de sécurité nationale. Tout cela pour dire que cette fin de l'ancien monde, que Powell avait décrite au fort McPherson à propos de l'Europe, était aussi en train de se produire aux États-Unis.

Et cela s'est produit des deux côtés de l'échiquier politique, si vous voulez. Clinton a supprimé la loi Glass-Steagall. Il a transformé notre capitalisme en capitalisme prédateur, en supprimant tous les mécanismes de contrôle. Et il a déclaré publiquement qu'il allait le faire. Retournez voir ses discours. Il a dit qu'il allait le faire. Il pensait que le Parti démocrate se faisait battre par les Républicains sur les questions économiques parce qu'il n'était pas lié au capital. Il n'était pas lié aux industriels de la défense. Il n'était pas lié à tous ceux qui produisent de l'argent, à ceux qui créent la richesse en Amérique. Alors, il a éliminé tout ce qui restait du programme de Franklin Delano Roosevelt et a

placé le Parti démocrate du côté du capitalisme. Aujourd'hui, nous avons un capitalisme prédateur par excellence. Bush, lui, ne voyait pas les choses ainsi. Je veux dire, c'était un bon Républicain, si vous voulez, et cela faisait longtemps qu'il était là.

Je veux dire, ce type avait été directeur de la CIA. Ils ont donné son nom à ce foutu bâtiment, après avoir juré devant Dieu et le ciel qu'ils ne mettraient jamais le nom de qui que ce soit sur ce bâtiment. Et pourtant, ils lui ont donné son nom. Parce qu'il avait été lié à la CIA pendant cinquante foutues années, depuis qu'il était sorti de l'océan pendant la Seconde Guerre mondiale. En tant que vice-président, il gérait tout ce qui concernait les opérations de la guerre froide. Il a empêché Bill Casey de ruiner la présidence de Ronald Reagan, et ainsi de suite. Donc, ce type avait été notre premier véritable ambassadeur en Chine. Il avait dirigé le Comité national républicain, il avait été directeur de la CIA, comme je l'ai dit, puis vice-président pendant huit ans. Et maintenant, il est président. Probablement l'homme le plus compétent à accéder à la présidence depuis la Seconde Guerre mondiale. Et nous l'avons éconduit.

#David Gibbs

Permettez-moi de vous interroger sur, disons, l'autre face de la médaille : le rôle des néoconservateurs. Vous avez mentionné Cheney, mais j'aimerais m'attarder un peu plus sur Paul Wolfowitz, qui était, je crois, secrétaire adjoint à la Défense. En mille neuf cent quatre-vingt-douze, le New York Times a reçu une copie partielle, divulguée, des Orientations de planification de la Défense pour mille neuf cent quatre-vingt-douze. Et cela a fait la une du New York Times.

#Lawrence Wilkerson

Il y en avait une copie dans mon sous-sol.

#David Gibbs

Je parie que oui. Oui, je suis sûr que vous l'avez bien remarqué. Il y a la note dessus.

#Lawrence Wilkerson

Il y a cette note dessus : « Renvoyez ça aux dingues qui sont au sous-sol du Pentagone. » Écrite à la main par H. W. Bush.

#David Gibbs

Vraiment ? Intéressant. J'allais dire que, d'après ce que j'ai compris, ce texte a été soit rédigé directement par Wolfowitz, soit rédigé, disons, sous la supervision et avec l'aval de Wolfowitz, peut-être par son protégé. D'une manière ou d'une autre, c'était le produit de Wolfowitz. Et de Richard Perle.

#Lawrence Wilkerson

Pardon ? Richard Perle.

#David Gibbs

Oh, Richard Perle. D'accord. Très bien. Il était au Pentagone à l'époque ? Je crois qu'il n'y était plus...

#Lawrence Wilkerson

Je crois qu'il siégeait au Conseil consultatif sur la politique de défense.

#David Gibbs

C'est exact. C'est exact. Très bien. Donc, lui aussi a participé à cela.

#Lawrence Wilkerson

Oui. Il m'a dit qu'il l'avait fait, debout devant son logement.

#David Gibbs

Je le crois. Mais, vous savez, comme vous le savez très bien, c'était un document rédigé dans des termes extrêmement agressifs. Il expliquait qu'avec la fin de l'Union soviétique, les États-Unis se voyaient offrir une occasion qu'aucune autre puissance n'avait jamais eue : une domination mondiale généralisée, sans aucun rival de même niveau. Et que l'objectif principal devait être de décourager tout pays ne serait-ce que d'envisager de nous défier. Le document insistait non seulement sur le maintien de l'OTAN, mais aussi sur l'élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est. Je crois que cela y était prévu.

Il évoquait de nouveaux ennemis potentiels, dont — et c'est assez stupéfiant — la Russie post-communiste et la Chine, alors même qu'elles n'étaient officiellement reconnues en rien comme des pays adverses. La Russie était à genoux, comme nous le savons. Il parlait aussi de la Communauté européenne, devenue aujourd'hui l'Union européenne, en des termes assez négatifs, presque hostiles, comme d'un rival potentiel de l'OTAN. C'était une période où l'Union européenne envisageait de jouer un rôle indépendant, avec une politique étrangère indépendante. Et ce document voyait cela de manière extrêmement négative.

Et aussi, là encore, contrairement à ce qui était peut-être l'opinion dominante au sein de l'administration Bush, ce document portait un regard plutôt négatif sur les Nations unies. Il disait, je crois, que les Nations unies avaient été utiles pour obtenir une justification de la guerre en Irak, mais qu'on ne devait pas leur permettre d'acquérir un pouvoir indépendant susceptible de remettre en cause l'autorité des États-Unis. Les États-Unis devaient être l'arbitre des affaires mondiales, et non

les Nations unies. Aujourd'hui, en tant qu'historien, je regarde ce document. Il me semble que, malgré le fait qu'il ait été tourné en ridicule à l'époque, et que George Herbert Walker Bush ne l'ait manifestement pas beaucoup apprécié, ce document a eu une influence extrêmement importante.

#Lawrence Wilkerson

Oh, oui. C'est devenu l'élément central de la stratégie de sécurité nationale de deux mille deux.

#David Gibbs

Je dirais que c'était peut-être l'équivalent moderne, après la guerre froide, du NSC soixante-huit, ou de quelque chose dans ce genre.

#Lawrence Wilkerson

Paul Nitze aurait adoré ça.

#David Gibbs

Eh bien, alors, comment cela s'est-il produit ? C'est vrai. Même si Paul Nitze, vous vous en souvenez peut-être, est devenu un peu plus pacifiste pendant cette période. Il s'opposait à l'élargissement de l'OTAN. Il a donc changé d'avis. Absolument, et même davantage. C'est exact. La question serait donc la suivante : comment se fait-il que, malgré tout, ce document soit devenu le document de référence qui a défini la politique de l'après-guerre froide ? Comment l'expliquez-vous ?

#Lawrence Wilkerson

La seule façon dont je peux l'expliquer — et mes étudiants l'ont probablement mieux expliqué que moi —, c'est que j'ai posé des questions similaires dans presque chaque séminaire consacré à cette étude de cas précise. Nous en sommes arrivés au point où les néoconservateurs, en particulier, mais aussi leurs alliés au sein de la classe des milliardaires — et ils ont beaucoup d'alliés parmi les milliardaires... D'ailleurs, ce sont les mêmes personnes qui étaient avec Anatoli Tchoubaïs et d'autres, Larry Summers par exemple, en train de piller Moscou à cette époque, avec les ventes bradées et tous les pourcentages de revenus qu'ils en tiraient. Ce qui s'est passé, c'est que ces gens ont pris l'ascendant. Et ils l'ont pris dans le cadre de la Stratégie de sécurité nationale de deux mille deux, avec un président qui ne savait pas ce qu'il faisait en matière de sécurité nationale, et un vice-président qui était probablement, par moments, enclin à penser comme un néoconservateur, si vous voulez. Mais je ne pense certainement pas qu'il en était un.

Dick Cheney, je le qualifierais d'hypernationaliste. Et le onze septembre a renforcé sa paranoïa, ce qui l'a rendu encore plus hypernationaliste. Alors, il les a utilisés. Il les utilisait partout où il pouvait les trouver, parce que, globalement, leurs positions concordaient sur la sécurité nationale. Et ce qui s'

est passé avec Powell, quand il était secrétaire d'État... ça m'a sidéré. Parce que je venais de lire la Stratégie de sécurité nationale. J'ai très vite commencé à la rédiger avec les responsables de la planification politique, au sein du service de planification des politiques, dès le départ. Richard Haass s'en occupait de très près, il parlait à Condi tous les jours. Nous l'avons soumise. Condi a dit qu'elle ne l'aimait pas, alors elle a dit que son équipe la rédigerait. Et la chose suivante qu'on a apprise, c'est qu'elle en avait sous-traité la rédaction.

Et nous savions à qui ils sous-traitaient ça : les habitués, vous voyez, les suspects habitués. Et c'est revenu comme c'était parti, mais il a fallu très, très longtemps pour le récupérer. Enfin, depuis le début jusqu'en deux mille deux. Et quand je l'ai lu, je suis allé voir Powell et je lui ai dit : « Ça te plaît, ça ? » Il a répondu : « C'est les mêmes vieilles conneries. Tout ce qu'on balance au public, ça ne veut rien dire. C'est les mêmes vieilles conneries. » Eh bien, plus tard, je lui ai rappelé notre conversation. Il l'avait opportunément oubliée. Et il m'a dit : « Enfin, on fait beaucoup de ces choses-là, non ? » J'ai répondu : « Oui. Je suppose que, par la suite, on va en faire beaucoup plus, parce qu'on leur a donné carte blanche. Et regardez les gens du Pentagone. »

Savez-vous que, lorsque Richard Haass a lancé les réunions de planification stratégique, il est retourné voir tout ce que Marshall avait fait ? Et l'une des choses que Marshall avait faites, c'était de lancer des réunions de planification stratégique entre l'état-major interarmées, côté Pentagone, et nous. Il m'a donc chargé de ça, parce que j'étais la seule personne de l'équipe de planification stratégique à avoir une expérience militaire. Et je dois l'admettre, il savait aussi que j'envoyais des courriels au secrétaire quatre ou cinq fois par jour, parce que nous avons un compte privé. Je suis content qu'ils ne l'aient pas découvert. Oui. Donc, deux réunions, deux réunions avec le général Casey, qui était le J-cinq, son équipe, et mon équipe de planification stratégique. La première portait sur la Chine.

Casey s'est vraiment ridiculisé en arrivant devant tout un groupe de gens du département d'État et en disant : « Oh, aujourd'hui, on va s'occuper des Chicom, hein ? » On s'est tous regardés, du genre : « Hé, ça fait longtemps qu'on n'utilise plus cette expression, mon général. Les Chicom ? » Mais les discussions se sont bien passées. Il y avait un colonel chargé de leur côté, et moi du nôtre. Ça s'est bien passé. Deux séries de discussions. Puis Rumsfeld a dit : « Plus rien. Sortez du Pentagone. Vous ne pouvez plus entrer. » Il m'a interdit de revenir au Pentagone. Je ne pouvais plus y accéder. Comme je l'ai dit, on avait un très bon colonel. Il a dit : « On se retrouve demain à Crystal City. » Alors, on a repris les réunions à Crystal City. Ce type, ce colonel, je ne citerai pas son nom, a été inscrit sur la liste des commandements de brigade. Donc, on s'est retrouvés à Crystal City pour une troisième réunion.

On se retrouvait environ toutes les deux semaines. Le but, c'était d'examiner la stratégie militaire nationale avant même sa publication. Alors ma première question a été : comment peut-on faire ça ? On n'a pas encore la stratégie nationale. On m'a répondu : « Oh, on va prendre de l'avance. On n'est pas des militaires typiques, vous voyez. » Donc, ce jour-là, on travaillait avec les « barbes grises », les anciens généraux quatre étoiles à la retraite. Ils commentaient ce qu'on avait fait jusque-là sur la

stratégie militaire nationale. Un colonel s'approche de moi dans le couloir et me dit : « Rumsfeld a appris qu'on se réunissait ici. Je viens juste d'être inscrit sur la liste pour prendre le commandement d'une brigade. Je ne peux pas faire ça. Je ne peux pas faire ça. Je vais ruiner toute ma carrière. » J'ai dit : « Je comprends. » Puis j'ai demandé : « Vous continuerez à me transmettre des choses en cachette ? » « Non. Je ne peux plus rien faire. »

Je suis désolé. Il n'arrêtait pas de s'excuser, mais je savais ce qu'il était en train de me dire. Alors, on a arrêté. À partir de ce moment-là, nous n'avons plus eu aucun contact avec le département de la Défense, sur la planification des politiques. Et le département d'État avait très peu de contacts, en dehors des principaux intéressés : Rumsfeld et Powell. Donc, tout ce que j'obtenais, je devais le faire en douce. Eux aussi devaient le faire en douce pour moi. Et ce n'était pas une relation très productive. C'était une relation terrible. Tout ça pour dire qu'il y avait très peu de coordination entre Rumsfeld et Powell, sauf à leur niveau, entre Rumsfeld et Powell. Et Cheney était comme l'ombre de Rumsfeld, et Rumsfeld l'ombre de Cheney. Quand on les regardait, on ne savait plus qui était quoi, qui était le vice-président et qui était le secrétaire à la Défense.

Rappelez-vous, c'est Rumsfeld qui a fait venir Cheney à la Maison-Blanche pour en faire chef de cabinet à trente-quatre ans. Tout ça pour dire que c'était très dysfonctionnel, extrêmement dysfonctionnel. Et quand je lui ai fait remarquer, à Powell, je lui ai dit : « D'accord, je connais assez bien Paul Wolfowitz. Quand Alan Bloom est mort, j'ai pris mon téléphone et j'ai appelé Paul, parce que je savais que Bloom avait été l'un de ses vrais mentors, si vous voulez. Je savais qu'ils étaient très proches intellectuellement, et j'ai parlé avec lui pendant quarante-cinq minutes. Je connaissais assez bien Paul parce que, quand j'étais dans le Pacifique, il faisait partie de nos trente-cinq ambassadeurs. Il était en Indonésie, et j'aurais dit à l'époque que, parmi les trois meilleurs ambassadeurs de ce groupe de trente-cinq, il était l'un des trois. Il était vraiment très bon. Je ne sais pas ce qui est arrivé à Paul. »

Je pense qu'Israël a changé Paul, d'abord. Et puis il y a eu d'autres influences autour de lui. Mais à partir du moment où il est devenu autre chose qu'ambassadeur en Indonésie, c'est-à-dire tous les jours qui ont suivi, il a commencé à devenir quelqu'un que je ne reconnaissais même plus. Et puis, soudainement, il est devenu secrétaire adjoint à la Défense. À ce poste, je lui ai parlé d'Alan Bloom, et ça s'est arrêté là. Je ne lui ai plus jamais parlé. Nous n'avons même jamais échangé un appel téléphonique. Et je l'ai vu, lui et Richard Perle, ainsi que les traces laissées par d'autres personnes de leur genre, partout dans ce qu'était devenue la Stratégie de sécurité nationale de deux mille deux. Mais là encore, Powell ne pensait pas que ça signifiait quoi que ce soit, parce qu'il n'accordait pas beaucoup d'importance aux documents publics. Il pensait qu'on les réduisait à des banalités.

#David Gibbs

Permettez-moi de revenir sur ce que vous avez dit. J'aimerais aborder un autre sujet : l'éclatement de la Yougoslavie. L'éclatement de la Yougoslavie a commencé en juin mille neuf cent quatre-vingt-onze, évidemment durant la toute dernière phase de l'Union soviétique, essentiellement après la fin

de la guerre froide, si tout était déjà terminé. Au départ, bien sûr, les États-Unis ont joué un rôle relativement secondaire. L'Allemagne, elle, a joué un rôle de premier plan. Mais ensuite, en Bosnie... Voilà, mon interprétation — et là encore, j'ai écrit un livre sur ce sujet — c'est qu'un élément clé est que les néoconservateurs y voyaient un possible cas d'école pour le document d'orientation de la planification de la défense. Ils voulaient démontrer la puissance américaine. Et surtout, ils voulaient démontrer l'utilité de l'OTAN et affaiblir la Communauté européenne. Vous voyez, le principal théâtre devait être la Bosnie-Herzégovine, qui a fait sécession de la Yougoslavie au début de mille neuf cent quatre-vingt-douze. C'est à cette période que les États-Unis ont commencé, pour la première fois, à s'affirmer de manière significative.

C'est du moins ainsi que je l'interprète. Je verrai dans un instant ce que vous en dites. À cette époque, l'Union européenne voulait démontrer sa capacité à agir comme une force indépendante dans la politique mondiale, indépendante des États-Unis. Elle voulait le faire en jouant les médiateurs dans le conflit en Bosnie-Herzégovine, en établissant une entente entre les communautés ethniques et en empêchant la guerre. Elle entendait ainsi démontrer les capacités de l'Union européenne — ou plutôt, devrais-je dire, de la Communauté européenne, à l'époque — à jouer un rôle majeur. Les États-Unis ont, de fait, bloqué cela en sabotant les efforts de négociation européens. L'ancien ambassadeur américain en Yougoslavie, Warren Zimmerman, a dit aux factions croate et musulmane bosnienne de ne pas signer l'accord proposé par les Européens. Cela a essentiellement contribué à déclencher une guerre, une guerre ethnique en Bosnie-Herzégovine. Nous disposons de nombreuses sources à ce sujet.

Et je pense que l'idée des néoconservateurs était d'utiliser cela comme un cas d'école, pour démontrer la valeur non seulement de l'alliance avec les États-Unis, mais surtout de l'OTAN. Celle-ci est intervenue plus tard, en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, avec l'opération Force délibérée, la campagne de bombardements de l'OTAN contre les Serbes. Et bien sûr, plus tard encore, à plus grande échelle, au Kosovo, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Je voyais donc cela, en substance, comme le premier cas d'école du document d'orientation pour la planification de la défense dont nous venons de parler. Ils avaient ici une idée de base. Désolé, je viens de faire tomber le microphone. Nous avons une idée de base de ce à quoi le monde devait ressembler après la guerre froide, et du rôle que l'Amérique devait y jouer. Et il faut un cas d'école pour démontrer la valeur de ce concept. La Yougoslavie, et plus précisément la Bosnie-Herzégovine, devait être ce cas d'école. Quelle est votre analyse de ce que je viens de dire ?

#Lawrence Wilkerson

Je ne pense pas que ce soit très éloigné de la vérité. J'ajouterais que c'est ainsi que nous avons élaboré cette étude de cas dans mon séminaire, sur les deux campus, à George Washington et à William and Mary. Et permettez-moi d'être le premier à vous dire que mes étudiants m'ont davantage appris que je ne leur ai appris. C'est comme ça que ces études de cas se sont déroulées. Et ils utilisaient des sources primaires presque tout le temps. Ils allaient aux Archives de la sécurité nationale de George Washington, voir Peter Kornbluh et les gens là-bas, qui venaient tout juste de

recevoir un lot de documents de la CIA. La CIA a essayé de les récupérer. Elle a même engagé une procédure judiciaire pour tenter de les reprendre. Et mes étudiants adoraient ça, parce qu'ils se plongeaient dans ces documents de première main, et Peter les y autorisait.

Donc, mon étude de cas, telle que les étudiants l'ont façonnée au fil de seize années, a mis en évidence le principal problème de cette situation : le manque d'attention de l'administration Clinton à ce qui se passait réellement. Or, cela veut généralement dire ce que vous venez de dire : ceux qui sont sous l'administration, ceux qui dirigent vraiment tout, font ce qu'ils veulent, bordel, aussi néfaste que cela puisse être. C'est ce qui se passe en ce moment avec Vought, Miller, Hegseth, et d'autres, comme Rubio. On a du mal à déterminer quel est leur objectif, bordel, à part gagner de l'argent. Mais je pense que ce manque d'attention aux détails, jusqu'à ce que cela devienne un problème pour Clinton... Je pense qu'il voulait faire disparaître Monica Lewinsky de l'écran.

Il voulait asseoir sa crédibilité de guerrier, toutes ces choses-là. Est-ce que ça a fini par devenir ce qu'ils voulaient que ça devienne, est-ce que ça suivait son cours ? Ça allait devenir ça. Ça allait devenir ce que vous avez décrit, par exemple. Mais on n'en est pas vraiment arrivé au point d'employer la force, si vous voulez, de bombarder pendant, quoi, soixante-dix-huit jours, et ainsi de suite, avant que Clinton ne se retrouve dans une situation qu'ils pouvaient exploiter. Et ils l'ont exploitée, en grande partie de la manière que vous avez décrite, même si vous ne m'avez pas donné autant de détails que je l'aurais souhaité.

#Lawrence Wilkerson

Je suppose que c'était parce que notre point de référence, pour l'enseignement, c'était le président et le Conseil de sécurité nationale. Donc, même si nous évoquions de temps à autre ces autres centres de pouvoir, souvent plus puissants que le Conseil de sécurité nationale, ces autres sources de décision ou d'influence sur les décisions, nous avons essayé de nous concentrer sur le Conseil de sécurité nationale et sur la structure formelle, même quand ils ne l'utilisaient pas, ce qui arrivait assez souvent. Vous savez, ils ont développé des circuits parallèles, de différentes manières. Mais pendant tout ce temps, ils construisaient ce que cela allait finir par devenir, même si une partie n'était pas prévue par la loi. Cela est devenu le groupe de travail interagences, le comité des adjoints, le comité des principaux, puis le Conseil de sécurité nationale formel, dont Bush a fait un usage remarquable, et que Clinton a dénaturé et bricolé. Et les présidents qui ont suivi aussi, même le président Obama, pour qui j'avais pourtant un certain respect.

Ils n'ont pas utilisé en permanence ce processus formel, vraiment remarquable. C'est pourtant un sacré bon processus, qui a fait ses preuves à travers toutes ses différentes formes et applications. Et je ne dirais pas forcément que Clinton le méprisait. Mais il disposait d'autres sources pour obtenir ses informations et prendre ses décisions, comme la plupart des présidents. Chez Clinton, c'était simplement plus étendu. Puis arrive George W., et là, le système est tout simplement massacré. La plupart des décisions étaient prises en dehors du système prévu par la loi, et celui qui orchestrait ces décisions, c'était Cheney. Et quand le système légal allait à l'encontre de ses souhaits, il faisait

traîner les choses. Il le pouvait, parce que Bush le laissait, pour l'essentiel, diriger les principaux responsables.

#David Gibbs

Je me demandais aussi, à propos de la Bosnie-Herzégovine : quand vous étiez au Pentagone avec le général Powell, et que la Bosnie a commencé à exploser, avez-vous vu chez des gens comme Wolfowitz et Perle un quelconque enthousiasme à l'idée d'utiliser cela comme laboratoire ?

#Lawrence Wilkerson

Oui. Bush a été conseillé par Powell, oui. Et Powell lui a dit de ne pas y toucher, même avec une perche de quatorze mètres.

#David Gibbs

Et à ce moment-là, Cheney l'a suivi.

#Lawrence Wilkerson

Et là, vous savez, on parle seulement de la fin du premier et unique mandat de H. W.

#David Gibbs

Cet enthousiasme, vous l'avez constaté spécifiquement chez Wolfowitz, ou bien chez d'autres aussi ? Un enthousiasme à l'idée d'intervenir en Bosnie-Herzégovine ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que c'est surtout chez certaines personnes que je l'ai vu. Parce que, rappelez-vous, cette première année, on était vraiment, vraiment sous pression pour gérer Clinton. Pendant environ six mois, on a été entièrement accaparés par l'élaboration de la politique « Ne demandez pas, ne dites pas » pour Clinton. Entre son élection et son investiture, alors qu'ils fumaient des cigares sur le balcon d'un hôtel à Washington, Clinton avait dit à Powell ce qu'il allait faire. Et, en gros, il lui avait dit : « Vous le ferez. » Powell avait répondu : « Bien reçu, monsieur. Vous êtes le président. » Et puis, une fois qu'il avait été investi, vous savez, aucune intervention. En fait, Clinton est revenu le supplier de le sortir de ce pétrin. C'est comme ça qu'on a élaboré la politique « Ne demandez pas, ne dites pas ».

Donc, pendant environ trois ou quatre mois, ça nous a accaparés de manière très profonde. Et quand on a enfin pu examiner ce qui risquait de se passer dans cette situation précise, du point de vue du Pentagone, de l'usage de la force ou autre, on était déjà plongés dans Mogadiscio, en Somalie. En fait, trois jours après que Powell a quitté la présidence des chefs d'état-major

interarmées... Vous savez, le président sortant reste dans le bâtiment pendant un ou deux mois. La plupart des gens ne le savent pas, mais c'est au cas où il y aurait une urgence. Alors, Powell et moi, on est descendus dans une salle au sous-sol, dans l'anneau E. On avait avec nous un sergent de grade E-sept, Cammy Brown. Et trois jours après notre installation là-bas, l'opération « Black Hawk Down » a eu lieu.

Et Powell a rédigé une note pour Les Aspin. J'en ai aussi une copie. À ma connaissance, il n'en reste plus qu'un seul exemplaire au monde. Il recommandait d'agir à Les Aspin. Et il faut rendre hommage à Les Aspin, parce que tout était de la faute de Clinton. Le secrétaire à la Défense suppliait Clinton de changer de stratégie, de modifier les choses en Somalie, parce que Mohammed Farah Aidid allait nous avoir. Et nous le savions. Mais Clinton ne faisait rien. Il... il restait dans l'ambiguïté. Il ne voulait ni renforcer les effectifs, ni les réduire. Alors, nous étions là, complètement exposés face à Aidid. Il savait que nous étions exposés. Et il savait aussi que notre structure de commandement était lamentable, tout comme la structure de commandement des Nations unies qui allait avec.

Et donc, Powell a écrit très soigneusement dans sa note à Les Aspin : « Voilà comment vous devriez vous y prendre. » Et Aspin, tout à son honneur, a dit : « J'assume toute la responsabilité. » Il n'a rejeté aucune faute sur Clinton. Et bien sûr, Clinton s'est débarrassé de lui, et il est mort très peu de temps après. On pourrait dire que Powell était en colère contre le président. Je ne pense pas qu'il était en colère contre le président. Il essayait simplement de donner un coup de main à Aspin. Et Shali n'était pas encore suffisamment au fait pour s'y prendre comme Powell le voulait. Alors, il a laissé Powell faire remonter la note. Mais quoi qu'il en soit, je ne peux pas répondre à vos questions sur cette note, en particulier concernant les néoconservateurs. Mais je pouvais les sentir planer tout autour, en permanence.

#Pascal

Messieurs, en tant que gardien du temps... oui, je dois y aller, parce que j'ai autre chose de prévu.

#David Gibbs

D'accord. Vous avez le temps pour une dernière question ? Sinon, si vous devez y aller, ce n'est pas grave.

#Lawrence Wilkerson

Oui, bien sûr. Oui.

#David Gibbs

Très bien. Une dernière question.

#Lawrence Wilkerson

Je vais être très rapide. Pour moi...

#David Gibbs

Tout à fait.

#Lawrence Wilkerson

Bingo, oui. Il faut vendre des F seize à la Pologne. On ne peut pas arrêter la chaîne de production des F seize. Il faut les vendre à la Pologne. Il faut leur vendre tout ce qu'on a. Il nous faut un nouveau marché. Il nous faut un nouveau marché. C'est ce qu'ils disaient. Et eux, à ce moment-là, ils étaient passés d'environ plus de quatre-vingt-dix sous-traitants, qui faisaient pour un milliard de dollars d'affaires avec le Pentagone, tous les six mois, tous les ans, enfin, de temps en temps, à six. Et ils nous l'ont dit. Ils nous l'ont dit quand on l'a fait. Ils ont dit : « Vous savez ce que vous allez obtenir ? Vous allez avoir un capitalisme de monopole dans la base industrielle de défense. Vous allez avoir des ententes. L'un d'eux sera le maître d'œuvre, les autres seront les sous-traitants. Vous ne le saurez pas, mais c'est comme ça qu'ils vont procéder. Et ce que vous aurez, ce seront des produits médiocres, livrés en retard, au prix maximum. » C'est exactement ce qu'on a eu.

#David Gibbs

Eh bien, ça a été extrêmement instructif, colonel. Je vous remercie sincèrement d'avoir pris le temps de le faire. Merci beaucoup. Bien sûr.

#Pascal

Larry, David, merci beaucoup. Et Larry, bonne prochaine réunion. À la prochaine. Merci.

#Lawrence Wilkerson

Au revoir.